



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires**

**Arrêté préfectoral portant mise en demeure à l'encontre du SYSTOM des Pyrénées
à Lieoux et Latoue**

1 / 32

Le préfet de la région Occitanie,
préfet de la Haute-Garonne,
Officier de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, et en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 511-2, L. 514-5, R. 541-48-3 et R. 541-48-4 ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014, relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 15 février 2016, relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2008, autorisant l'extension de l'installation de stockage de déchets non dangereux de « Pihourc » et modifié notamment par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 5 décembre 2011, du 4 juin 2013 et du 11 juillet 2019 ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 décembre 2023, autorisant le transfert d'autorisation d'exploiter l'installation de stockage des déchets non dangereux de « Pihourc » sur le territoire des communes de Lieoux et Latoue au profit du SYSTOM des Pyrénées ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 4 janvier 2024, relatif à la visite d'inspection du 15 novembre 2023 de l'installation exploitée par le SYSTOM des Pyrénées, sise à la mairie de Clarac ;

Considérant que lors de sa visite du 15 novembre 2023, l'inspection a constaté que :

- l'exploitant ne dispose pas des documents justifiant du respect des obligations de collecte séparée pour les déchets pris en charge par le service public local de gestion des déchets ;
- le réseau de collecte biogaz n'est pas équipé d'un capteur CO, H2 et H2O ;
- les analyses réalisées sur les lixiviats traités montrent des dépassements des valeurs limites des rejets aqueux ;
- les mesures des hauteurs des lixiviats dans les puits montrent des hauteurs supérieures à

30 cm ;

- les rapports de caractérisation consultés sont non conformes aux seuils d'acceptation des déchets en ISDND définis par l'article R. 541-48-3 ;
- la situation administrative relative au stockage de déchets inertes n'est toujours pas régularisée ;

Considérant que ces constats constituent des manquements aux prescriptions des articles R. 541-48-3 et R. 541-48-4 du code de l'environnement, aux articles 11 > I. et 21 > I. de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 susvisé, à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susvisé, à l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2008 susvisé, et à l'annexe II de l'arrêté préfectoral du 5 décembre 2011 susvisé ;

Considérant que le ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires a étendu la période de tolérance concernant l'article R. 541-48-4 du code de l'environnement qui conditionne la mise en décharge à la justification du respect des obligations de tri jusqu'en juillet 2024 ;

Considérant que cette période de tolérance donne à l'exploitant la possibilité de se mettre en conformité jusqu'en juillet 2024 et que l'absence de justificatifs de tri relevé lors de l'inspection ne fait pas l'objet du présent arrêté ;

Considérant que le non-respect de certaines dispositions réglementaires résultant des modalités d'exploitation des installations porte atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu, conformément, à l'article L. 171-8 du code de l'environnement de mettre en demeure le SYSTOM des Pyrénées de respecter les prescriptions applicables à l'installation ;

Considérant que le rapport de l'inspection des installations classées a été porté à la connaissance du SYSTOM des Pyrénées, le 16 janvier 2024, afin qu'il puisse formuler ses observations dans un délai de 15 jours ;

Considérant l'absence d'observations apportées par le SYSTOM des Pyrénées ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne,

Arrête :

Art. 1er – Le SYSTOM des Pyrénées (numéro de SIRET : 25310217200017) dont le siège social est situé à Clarac (31210), mairie de Clarac, est mis en demeure, pour l'installation de stockage de déchets non dangereux qu'il exploite sur le site de Pihourc Liéoux et Latoue, 31800 Liéoux, de respecter les prescriptions suivantes à compter de la notification du présent arrêté :

- sous un délai de trois mois :
 - les dispositions de l'article R. 541-48-3 du code de l'environnement susvisé en disposant de rapports de caractérisation conformes aux seuils d'acceptation des déchets en ISDND ;
 - les dispositions de l'annexe II de l'arrêté préfectoral du 5 décembre 2011 susvisés, en respectant les valeurs limites d'émissions des lixiviats traités ;
 - les dispositions de l'article 21 > I. de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 susvisé, en mettant en place un capteur CO, H₂O et H₂ pour évaluer la qualité du biogaz capté dans le réseau de collecte ;

- les dispositions de l'article 11 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 susvisé, en respectant une hauteur maximale de lixiviats de trente cm dans les puits et en mesurant la hauteur des lixiviats dans les bassins de stockage ;

- les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 et de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2008 susvisés, en déposant un porter à connaissance et un cas par cas pour régulariser le stockage des déchets inertes présents sur le site.

- sous un délai de six mois :

- les dispositions de l'article R. 541-48-4 du code l'environnement susvisé en disposant des documents justifiant le respect des obligations de collecte séparée pour les déchets pris en charge par le service public local de gestion des déchets.

Art. 2. – À défaut d'exécution dans les délais impartis à l'article 1, il est fait application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales.

Art. 3. – Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Art. 4. – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours de plein contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr>.

Art. 5. – En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Haute-Garonne pendant une durée minimale de deux mois.

Art. 6. – Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie et la directrice départementale des territoires de la Haute-Garonne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au SYSTOM des Pyrénées.

Fait à Toulouse, le 13 MARS 2024

Pour le préfet
et par délégation :
Le secrétaire général
Serge JACOB